

# L'horeca déçu de ne pas pouvoir ouvrir à l'intérieur et avec une semaine de retard: «La coupe est pleine»

Le Comité de concertation a décidé mercredi d'autoriser l'ouverture des terrasses de restaurants et cafés à partir du 8 mai alors que la réouverture totale de ces établissements est prévue pour début juin.



Par Belga

Le 14/04/2021 à 21:14

**L**e secteur horeca est déçu que la réouverture des terrasses le 8 mai ne s'accompagne pas d'une solution de secours à l'intérieur en cas de météo défavorable.

Le Comité de concertation a décidé mercredi d'autoriser l'ouverture des terrasses de restaurants et cafés à partir du 8 mai alors que la réouverture totale de ces établissements est prévue pour début juin.



## Les fédérations inquiètes

« Nous ne sommes pas dans le sud de la France ni à Malaga. Vous avez vu le temps aujourd'hui. Cette ouverture des terrasses n'est pas faisable sans une possibilité de back-up à l'intérieur », a commenté Fabian Hermans, administrateur de la fédération Horeca Bruxelles.

Horeca Wallonie regrette pour sa part un délai trop important entre les deux ouvertures (terrasse et complète). « Un timing de 15 jours offrait, à nos yeux, une certaine logique de reprise progressive, pour le personnel notamment », explique Pierre Poriau, secrétaire général de la fédération wallonne.

Ce dernier craint que ces reports successifs d'ouverture ne fasse fuir les effectifs dans un secteur qui n'est déjà plus guère attrayant.

La fédération des cafetiers (FedCaf) déplore la discrimination que va instaurer une réouverture des terrasses exclusivement, entre les établissements qui en ont et ceux qui n'en ont pas. Les exploitants vont en outre devoir s'interroger sur la rentabilité réelle que représente la seule ouverture de la terrasse.

LIRE AUSSI

**Les terrasses dignes de ce nom, un vrai rayon de soleil au Luxembourg**  
(<https://plus.lesoir.be/366414/article/2021-04-14/les-terrasses-dignes-de-ce-nom-un-vrai-rayon-de-soleil-au-luxembourg>)

A Bruxelles, tout comme en Wallonie, plusieurs exploitants de cafés ou restaurants ont clairement fait savoir qu'ils allaient ouvrir leurs portes dès le 1er mai. « Je ne peux pas leur dire d'ouvrir leurs portes, mais je peux comprendre qu'ils le fassent. Le secteur est dans le coma. Et la partie francophone du pays n'est pas soutenue », soutient Fabian Hermans. Ce dernier a rappelé que toute personne qui ouvrirait son établissement malgré l'interdiction risquait de devoir rembourser les aides auxquelles il peut prétendre.

Par rapport à ces initiatives prises dans une « émotion justifiée », Horeca Wallonie appelle à ne pas se mettre hors la loi.

De son côté, le bourgmestre de Liège, Willy Demeyer, a précisé à la RTBF que la police n'avait pas les effectifs suffisants pour s'opposer au mouvement du collectif Wallonie Horeca qui encourage à rouvrir dès le 1er mai. « Je ne suis pas là pour

approuver ou réprouver un tel mouvement. Je dois veiller à ce que la situation reste calme dans la ville », a-t-il ajouté.

LIRE AUSSI

**Comité de concertation: des réouvertures à court terme mais peu de perspectives** (<https://plus.lesoir.be/366372/article/2021-04-14/comite-de-concertation-des-reouvertures-court-terme-mais-peu-de-perspectives>)

## « La coupe est pleine »

Au nord du pays, Horeca Vlaanderen demande plus de précisions quant à la réouverture proposée et les conditions qui encadrent une telle réouverture.

Ce report d'une semaine a « désabusé » le SNI, qui se demande si les autorités se rendent compte de la détresse du secteur. « Nous ne pouvons que constater que le Codeco ne tient pas ses promesses », déplore-t-il. « Les indépendants ne comprennent plus pourquoi, pour l'enseignement, le gouvernement trouve de la souplesse et de la créativité dans la reprise mais dès qu'il s'agit d'économie, l'attitude du politique est sans concession et autoritaire. » Selon l'organisation, ce report ne peut d'ailleurs pas s'accompagner de la fin des aides, dont le double droit passerelle.

Comeos regrette également cette décision alors que le secteur s'était préparé à une reprise le 1er mai. « Le nouveau report signifie beaucoup d'argent et de travail perdus », souligne son CEO Dominique Michel, qui décrit un secteur « abandonné ». La fédération se félicite cependant de la reprise des achats sans rendez-vous à partir du 26 avril, la fin d'un « fiasco » et d'une mesure « totalement inutile ».

La fédération patronale interprofessionnelle SDI lance également « un cri d'alarme » pour le secteur horeca et demande aux autorités communales et policières de ne pas sanctionner les exploitants qui décideront d'ouvrir le 1er mai en respectant les règles sanitaires. « Cela fait 7 mois que l'horeca est fermé. Aujourd'hui, la coupe est pleine. Nos membres sont de plus en plus tentés d'adopter un comportement infractionnel et nous avons toutes les peines du monde à les calmer », décrit Daniel Cauwel, président du SDI.